



Les nouvelles autorités sécuritaires du gouvernement du Conseil national de transition libyen (CNT) qui prend les commandes du pays après la mort du colonel Mouammar Kadhafi, ont envoyé une missive, sur laquelle il est noté « top secret », dont ses rédacteurs, composés d'officiers de la haute commission sécuritaire libyenne, en donnant des instructions aux douaniers et agents exerçant dans les postes-frontières terrestres et maritimes ainsi qu'au niveau des aéroports d'interdire à tout Algérien d'entrer en Libye.

Selon les rédacteurs de la correspondance, les Algériens seraient une menace sur la sécurité de la Libye et le futur de la révolte populaire qui a chassé Kadhafi du pouvoir.

Ils ne s'arrêtent pas à ce niveau, car ils vont jusqu'à exhorter les révolutionnaires à appliquer avec rigueur ces décisions et à ne pas être tolérants avec les Algériens, lesquels, selon eux, constituent un danger pour la sécurité de la Libye.

Cette note a été affichée au niveau de tous les postes-frontaliers à l'instar de Ras Djadir, l'aéroport international de Carthage et celui du Caire, au point de passage entre l'Égypte et la Libye ainsi que les commissariats de police.

Selon le contenu de cette directive, tout Algérien ayant rejoint le sol libyen avant la mise en vigueur de cette directive, soit le 30 octobre dernier, sera expulsé de ce pays. Quant aux résidents en Libye et n'ayant pas de visas, ces derniers n'auront que 24 heures pour quitter la Libye, sinon ils seront considérés comme des opposants à la révolte populaire et seront même arrêtés en vertu des lois libyennes relatives à la lutte antiterroriste.

Echorouk a appris de l'aéroport international tunisien de Carthage, qu'il est interdit aux Algériens d'entrer en Libye. D'ailleurs, un journaliste de la rédaction a été empêché avant-hier de se rendre à Tripoli.

Il est à préciser que tout Algérien désireux d'entrer en Libye doit être muni d'un visa délivré par les consulats libyens et les diplomates accrédités par le nouveau régime libyen dans les capitales du monde, à l'exception de l'ambassade libyenne en Algérie.

La missive a qualifié les Algériens d'indésirables en Libye et les a mis sur une liste noire, en raison de la position prise par le gouvernement algérien lors de leur révolte populaire contre le régime de Mouammar Kadhafi.

En plus des Algériens, toute autre personne portant la nationalité égyptienne, syrienne, tchadienne, marocaine et soudanaise n'est pas la bienvenue en Libye, selon la directive qui

